

LE DROIT D'AUTEUR

Revue du Bureau de l'Union internationale pour la protection
des œuvres littéraires et artistiques

74^e année - n° 12 - décembre 1961

SOMMAIRE

CORRESPONDANCE : Lettre du Danemark (M. Torben Lund), p. 341

CHRONIQUE DES ACTIVITÉS INTERNATIONALES : Conférence diplomatique sur la protection internationale des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Rome, 10-26 octobre 1961). Convention internationale et Acte final (*anglais, français, espagnol*), p. 346.

JURISPRUDENCE : Allemagne. Utilisation d'une œuvre protégée en vue de la création d'une œuvre nouvelle. Création d'une œuvre originale lorsque l'action de l'œuvre nouvelle est fondamentalement différente de celle de l'œuvre première (Cour fédérale de justice, 18 mars 1960), p. 360.

NOUVELLES DIVERSES : Danemark, p. 360.

Correspondance

Lettre du Danemark

Chronique des activités internationales

Conférence diplomatique sur la protection internationale des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion

(Rome, 10-26 octobre 1961)

Sur la généreuse invitation du Gouvernement italien, s'est tenue à Rome, au Palazzo dei Congressi (EUR), du 10 au 26 octobre 1961, la Conférence diplomatique sur la protection internationale des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, comme suite aux décisions prises par le Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail et par la Conférence générale et le Conseil exécutif de l'Unesco et comme suite aux vœux exprimés par le Comité permanent de l'Union de Berne, conformément aux vœux émis à Bruxelles en 1948 par la Conférence de révision de la Convention de Berne¹⁾.

Quarante-deux pays envoyèrent à cette Conférence des délégués, deux y assistèrent comme observateurs. Par ailleurs, certaines organisations internationales, groupements ou associations, notamment d'artistes, de producteurs de phonogrammes, d'organismes de radiodiffusion, de sociétés d'auteurs, de producteurs de films, eurent le statut d'observateurs à la Conférence. Celle-ci fut présidée par S. E. l'Ambassadeur Talamo Atenolfi Brancaccio di Castelnuovo, chef de la délégation italienne, et le secrétariat assuré conjointement par les trois organisations internationales, le BIT, l'Unesco et les BIRPI. Le rapport général fut confié à M. Kaminstein, Register of Copyrights, du Copyright Office de Washington et chef de la délégation des Etats-Unis.

A l'issue des travaux, qui eurent pour base le projet de Convention internationale établi en mai 1960 à La Haye par un Comité d'experts²⁾ et suscitèrent le dépôt d'une centaine d'amendements, une Convention internationale fut adoptée par les participants, en français, en anglais et en espagnol, dans les trois textes figurant ci-dessous et faisant également foi, ainsi qu'un acte final reproduit *in fine* ci-dessous.

Cet acte final fut signé par les plénipotentiaires de 35 Etats et la Convention elle-même fut signée par les plénipotentiaires des 18 Etats suivants: Allemagne (Rép. féd.), Argentine, Autriche, Belgique, Brésil, Cambodge, Chili, Danemark, Espagne, France, Inde, Islande, Italie, Mexique, Royaume-Uni, Saint-Siège, Suède et Yougoslavie.

Toutefois, la Convention reste ouverte jusqu'au 30 juin 1962 à la signature, ou ultérieurement à l'adhésion, des autres Etats invités à la Conférence diplomatique de Rome ou de tout autre Etat membre de l'Organisation des Nations Unies, pourvu qu'ils soient parties à la Convention universelle sur le droit d'auteur ou membres de l'Union de Berne.

Lorsque trois mois se seront écoulés après la date du dépôt, auprès du Secrétaire général de l'ONU, du sixième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, cette nouvelle Convention entrera en vigueur.

¹⁾ Voir *Le Droit d'auteur*, 1948, p. 118.

²⁾ Voir le texte du projet dans *Le Droit d'auteur*, 1960, p. 162 et suiv.

International Convention for the protection of performers, producers of phonograms and broadcasting organisations

The Contracting States, moved by the desire to protect the rights of performers, producers of phonograms, and broadcasting organisations,

Have agreed as follows:

Article 1

Protection granted under this Convention shall leave intact and shall in no way affect the protection of copyright in literary and artistic works. Consequently, no provision of this Conven-

Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion

Les Etats contractants, animés du désir de protéger les droits des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion,

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier

La protection prévue par la présente Convention laisse intacte et n'affecte en aucune façon la protection du droit d'auteur sur les œuvres littéraires et artistiques. En conséquence, aucune disposi-

Convención internacional sobre la protección de los artistas intérpretes o ejecutantes, los productores de fonogramas y los organismos de radiodifusión

Los Estados Contratantes, animados del deseo de asegurar la protección de los derechos de los artistas intérpretes o ejecutantes, de los productores de fonogramas y de los organismos de radiodifusión,

Han convenido:

Artículo 1

La protección prevista en la presente Convención dejará intacta y no afectará en modo alguno a la protección del derecho de autor sobre las obras literarias y artísticas. Por lo tanto, ninguna de las

tion may be interpreted as prejudicing such protection.

Article 2

1. For the purposes of this Convention, national treatment shall mean the treatment accorded by the domestic law of the Contracting State in which protection is claimed:

(a) to performers who are its nationals, as regards performances taking place, broadcast, or first fixed, on its territory;

(b) to producers of phonograms who are its nationals, as regards phonograms first fixed or first published on its territory;

(c) to broadcasting organisations which have their headquarters on its territory, as regards broadcasts transmitted from transmitters situated on its territory.

2. National treatment shall be subject to the protection specifically guaranteed, and the limitations specifically provided for, in this Convention.

Article 3

For the purposes of this Convention:

(a) "performers" means actors, singers, musicians, dancers, and other persons who act, sing, deliver, declaim, play in, or otherwise perform literary or artistic works;

(b) "phonogram" means any exclusively aural fixation of sounds of a performance or of other sounds;

(c) "producer of phonograms" means the person who, or the legal entity which, first fixes the sounds of a performance or other sounds;

(d) "publication" means the offering of copies of a phonogram to the public in reasonable quantity;

(e) "reproduction" means the making of a copy or copies of a fixation;

(f) "broadcasting" means the transmission by wireless means for public reception of sounds or of images and sounds;

(g) "rebroadcasting" means the simultaneous broadcasting by one broadcasting organisation of the broadcast of another broadcasting organisation.

tion de la présente Convention ne pourra être interprétée comme portant atteinte à cette protection.

Article 2

1. Aux fins de la présente Convention, on entend, par traitement national, le traitement que l'État contractant sur le territoire duquel la protection est demandée accorde, en vertu de sa législation nationale:

a) aux artistes interprètes ou exécutants, qui sont ses ressortissants, pour les exécutions qui ont lieu, sont fixées pour la première fois, ou sont radiodiffusées, sur son territoire;

b) aux producteurs de phonogrammes qui sont ses ressortissants, pour les phonogrammes qui sont, pour la première fois, publiés ou fixés sur son territoire;

c) aux organismes de radiodiffusion ayant leur siège social sur son territoire, pour les émissions radiodiffusées par des émetteurs situés sur ce territoire.

2. Le traitement national sera accordé, compte tenu de la protection expressément garantie et des limitations expressément prévues dans la présente Convention.

Article 3

Aux fins de la présente Convention, on entend par:

a) «artistes interprètes ou exécutants», les acteurs, chanteurs, musiciens, danseurs et autres personnes qui représentent, chantent, récitent, déclament, jouent ou exécutent de toute autre manière des œuvres littéraires ou artistiques;

b) «phonogramme», toute fixation exclusivement sonore des sons provenant d'une exécution ou d'autres sons;

c) «producteur de phonogrammes», la personne physique ou morale qui, la première, fixe les sons provenant d'une exécution ou d'autres sons;

d) «publication», la mise à la disposition du public d'exemplaires d'un phonogramme en quantité suffisante;

e) «reproduction», la réalisation d'un exemplaire ou de plusieurs exemplaires d'une fixation;

f) «émission de radiodiffusion», la diffusion de sons ou d'images et de sons par le moyen des ondes radioélectriques, aux fins de réception par le public;

g) «réémission», l'émission simultanée par un organisme de radiodiffusion d'une émission d'un autre organisme de radiodiffusion.

disposiciones de la presente Convención podrá interpretarse en menoscabo de esa protección.

Artículo 2

1. A los efectos de la presente Convención se entenderá por «mismo trato que a los nacionales» el que conceda el Estado Contratante en que se pida la protección, en virtud de su derecho interno:

a) a los artistas intérpretes o ejecutantes que sean nacionales de dicho Estado, con respecto a las interpretaciones o ejecuciones realizadas, fijadas por primera vez o radiodifundidas en su territorio;

b) a los productores de fonogramas que sean nacionales de dicho Estado, con respecto a los fonogramas publicados o fijados por primera vez en su territorio;

c) a los organismos de radiodifusión que tengan su domicilio legal en el territorio de dicho Estado, con respecto a las emisiones difundidas desde emisoras situadas en su territorio.

2. El «mismo trato que a los nacionales» estará sujeto a la protección expresamente concedida y a las limitaciones concretamente previstas en la presente Convención.

Artículo 3

A los efectos de la presente Convención, se entenderá por:

a) «artista intérprete o ejecutante», todo actor, cantante, músico, bailarín u otra persona que represente un papel, cante, recite, declame, interprete o ejecute en cualquier forma una obra literaria o artística;

b) «fonograma», toda fijación exclusivamente sonora de los sonidos de una ejecución o de otros sonidos;

c) «productor de fonogramas», la persona natural o jurídica que fija por primera vez los sonidos de una ejecución u otros sonidos;

d) «publicación», el hecho de poner a disposición del público, en cantidad suficiente, ejemplares de un fonograma;

e) «reproducción», la realización de uno o más ejemplares de una fijación;

f) «emisión», la difusión inalámbrica de sonidos o de imágenes y sonidos para su recepción por el público;

g) «retransmisión», la emisión simultánea por un organismo de radiodifusión de una emisión de otro organismo de radiodifusión.

Article 4

Each Contracting State shall grant national treatment to performers if any of the following conditions is met:

- (a) the performance takes place in another Contracting State;
- (b) the performance is incorporated in a phonogram which is protected under Article 5 of this Convention;
- (c) the performance, not being fixed on a phonogram, is carried by a broadcast which is protected by Article 6 of this Convention.

Article 5

1. Each Contracting State shall grant national treatment to producers of phonograms if any of the following conditions is met:

- (a) the producer of the phonogram is a national of another Contracting State (criterion of nationality);
- (b) the first fixation of the sound was made in another Contracting State (criterion of fixation);
- (c) the phonogram was first published in another Contracting State (criterion of publication).

2. If a phonogram was first published in a non-contracting State but if it was also published, within thirty days of its first publication, in a Contracting State (simultaneous publication), it shall be considered as first published in the Contracting State.

3. By means of a notification deposited with the Secretary-General of the United Nations, any Contracting State may declare that it will not apply the criterion of publication or, alternatively, the criterion of fixation. Such notification may be deposited at the time of ratification, acceptance or accession, or at any time thereafter; in the last case, it shall become effective six months after it has been deposited.

Article 6

1. Each Contracting State shall grant national treatment to broadcasting organisations if either of the following conditions is met:

- (a) the headquarters of the broadcasting organisation is situated in another Contracting State;

Article 4

Chaque Etat contractant accordera le traitement national aux artistes interprètes ou exécutants toutes les fois que l'une des conditions suivantes se trouvera remplie:

- a) l'exécution a lieu dans un autre Etat contractant;
- b) l'exécution est enregistrée sur un phonogramme protégé en vertu de l'article 5 ci-dessous;
- c) l'exécution non fixée sur phonogramme est diffusée par une émission protégée en vertu de l'article 6.

Article 5

1. Chaque Etat contractant accordera le traitement national aux producteurs de phonogrammes toutes les fois que l'une des conditions suivantes se trouvera remplie:

- a) le producteur de phonogrammes est le ressortissant d'un autre Etat contractant (critère de la nationalité);
- b) la première fixation du son a été réalisée dans un autre Etat contractant (critère de la fixation);
- c) le phonogramme a été publié pour la première fois dans un autre Etat contractant (critère de la publication).

2. Lorsque la première publication a eu lieu dans un Etat non contractant mais que le phonogramme a également été publié, dans les trente jours suivant la première publication, dans un Etat contractant (publication simultanée), ce phonogramme sera considéré comme ayant été publié pour la première fois dans l'Etat contractant.

3. Tout Etat contractant peut, par une notification déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, déclarer qu'il n'appliquera pas, soit le critère de la publication, soit le critère de la fixation. Cette notification peut être déposée au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'adhésion, ou à tout autre moment; dans ce dernier cas, elle ne prendra effet que six mois après son dépôt.

Article 6

1. Chaque Etat contractant accordera le traitement national aux organismes de radiodiffusion toutes les fois que l'une des conditions suivantes se trouvera remplie:

- a) le siège social de l'organisme de radiodiffusion est situé dans un autre Etat contractant;

Artículo 4

Cada uno de los Estados Contratantes otorgará a los artistas intérpretes o ejecutantes el mismo trato que a sus nacionales siempre que se produzca una de las siguientes condiciones:

- a) que la ejecución se realice en otro Estado Contratante;
- b) que se haya fijado la ejecución o interpretación sobre un fonograma protegido en virtud del artículo 5;
- c) que la ejecución o interpretación no fijada en un fonograma sea radio-difundida en una emisión protegida en virtud del artículo 6.

Artículo 5

1. Cada uno de los Estados Contratantes concederá el mismo trato que a los nacionales a los productores de fonogramas siempre que se produzca cualquiera de las condiciones siguientes:

- a) que el productor del fonograma sea nacional de otro Estado Contratante (criterio de la nacionalidad);
- b) que la primera fijación sonora se hubiere efectuado en otro Estado Contratante (criterio de la fijación);
- c) que el fonograma se hubiere publicado por primera vez en otro Estado Contratante (criterio de la publicación).

2. Cuando un fonograma hubiere sido publicado por primera vez en un Estado no contratante pero lo hubiere sido también, dentro de los 30 días subsiguientes, en un Estado Contratante (publicación simultánea), se considerará como publicado por primera vez en el Estado Contratante.

3. Cualquier Estado Contratante podrá declarar, mediante notificación depositada en poder del Secretario General de las Naciones Unidas, que no aplicará el criterio de la publicación o el criterio de la fijación. La notificación podrá depositarse en el momento de la ratificación, de la aceptación o de la adhesión, o en cualquier otro momento; en este último caso, sólo surtirá efecto a los seis meses de la fecha de depósito.

Artículo 6

1. Cada uno de los Estados Contratantes concederá igual trato que a los nacionales a los organismos de radiodifusión, siempre que se produzca alguna de las condiciones siguientes:

- a) que el domicilio legal del organismo de radiodifusión esté situado en otro Estado Contratante;

(b) the broadcast was transmitted from a transmitter situated in another Contracting State.

2. By means of a notification deposited with the Secretary-General of the United Nations, any Contracting State may declare that it will protect broadcasts only if the headquarters of the broadcasting organisation is situated in another Contracting State and the broadcast was transmitted from a transmitter situated in the same Contracting State. Such notification may be deposited at the time of ratification, acceptance or accession, or at any time thereafter; in the last case, it shall become effective six months after it has been deposited.

Article 7

1. The protection provided for performers by this Convention shall include the possibility of preventing:

(a) the broadcasting and the communication to the public, without their consent, of their performance, except where the performance used in the broadcasting or the public communication is itself already a broadcast performance or is made from a fixation;

(b) the fixation, without their consent, of their unfixed performance;

(c) the reproduction, without their consent, of a fixation of their performance:

(i) if the original fixation itself was made without their consent;

(ii) if the reproduction is made for purposes different from those for which the performers gave their consent;

(iii) if the original fixation was made in accordance with the provisions of Article 15, and the reproduction is made for purposes different from those referred to in those provisions.

2. (1) If broadcasting was consented to by the performers, it shall be a matter for the domestic law of the Contracting State where protection is claimed to regulate the protection against rebroadcasting, fixation for broadcasting purposes, and the reproduction of such fixation for broadcasting purposes.

(2) The terms and conditions governing the use by broadcasting organisations of fixations made for broad-

b) l'émission a été diffusée par un émetteur situé sur le territoire d'un autre Etat contractant.

2. Tout Etat contractant peut, par une notification déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, déclarer qu'il n'accordera de protection à des émissions que si le siège social de l'organisme de radiodiffusion est situé dans un autre Etat contractant et si l'émission a été diffusée par un émetteur situé sur le territoire du même Etat contractant. Cette notification peut être faite au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'adhésion, ou à tout autre moment; dans ce dernier cas, elle ne prendra effet que six mois après son dépôt.

Article 7

1. La protection prévue par la présente Convention en faveur des artistes interprètes ou exécutants devra permettre de mettre obstacle:

a) à la radiodiffusion et à la communication au public de leur exécution sans leur consentement, sauf lorsque l'exécution utilisée pour la radiodiffusion ou la communication au public est elle-même déjà une exécution radiodiffusée ou est faite à partir d'une fixation;

b) à la fixation sans leur consentement sur un support matériel de leur exécution non fixée;

c) à la reproduction sans leur consentement d'une fixation de leur exécution:

(i) lorsque la première fixation a elle-même été faite sans leur consentement;

(ii) lorsque la reproduction est faite à des fins autres que celles pour lesquelles ils ont donné leur consentement;

(iii) lorsque la première fixation a été faite en vertu des dispositions de l'article 15 et a été reproduite à des fins autres que celles visées par ces dispositions.

2. (1) Il appartient à la législation nationale de l'Etat contractant sur le territoire duquel la protection est demandée de pourvoir à la protection contre la réémission, la fixation aux fins de radiodiffusion et la reproduction d'une telle fixation aux fins de radiodiffusion, lorsque l'artiste interprète ou exécutant a consenti à la radiodiffusion.

(2) Les modalités d'utilisation par les organismes de radiodiffusion des fixations faites aux fins d'émissions radio-

b) que la emisión haya sido transmitida desde una emisora situada en el territorio de otro Estado Contratante.

2. Todo Estado Contratante podrá, mediante notificación depositada en poder del Secretario General de las Naciones Unidas, declarar que sólo protegerá las emisiones en el caso de que el domicilio legal del organismo de radiodifusión esté situado en el territorio de otro Estado Contratante y de que la emisión haya sido transmitida desde una emisora situada en el territorio del mismo Estado Contratante. La notificación podrá hacerse en el momento de la ratificación, de la aceptación o de la adhesión, o en cualquier otro momento; en este último caso sólo surtirá efecto a los seis meses de la fecha de depósito.

Artículo 7

1. La protección prevista por la presente Convención en favor de los artistas intérpretes o ejecutantes comprenderá la facultad de impedir:

a) la radiodifusión y la comunicación al público de sus interpretaciones o ejecuciones para las que no hubieren dado su consentimiento, excepto cuando la interpretación o ejecución utilizada en la radiodifusión o comunicación al público constituya por sí misma una ejecución radiodifundida o se haga a partir de una fijación;

b) la fijación sobre una base material, sin su consentimiento, de su ejecución no fijada;

c) la reproducción, sin su consentimiento, de la fijación de su ejecución:

(i) si la fijación original se hizo sin su consentimiento;

(ii) si se trata de una reproducción para fines distintos de los que habían autorizado;

(iii) si se trata de una fijación original hecha con arreglo a lo dispuesto en el artículo 15 que se hubiera reproducido para fines distintos de los previstos en ese artículo.

2. (1) Corresponderá a la legislación nacional del Estado Contratante donde se solicite la protección, regular la protección contra la retransmisión, la fijación para la difusión y la reproducción de esa fijación para la difusión, cuando el artista intérprete o ejecutante haya autorizado la difusión.

(2) Las modalidades de la utilización por los organismos radiodifusores de las fijaciones hechas para las emisiones ra-

casting purposes shall be determined in accordance with the domestic law of the Contracting State where protection is claimed.

(3) However, the domestic law referred to in sub-paragraphs (1) and (2) of this paragraph shall not operate to deprive performers of the ability to control, by contract, their relations with broadcasting organisations.

Article 8

Any Contracting State may, by its domestic laws and regulations, specify the manner in which performers will be represented in connexion with the exercise of their rights if several of them participate in the same performance.

Article 9

Any Contracting State may, by its domestic laws and regulations, extend the protection provided for in this Convention to artistes who do not perform literary or artistic works.

Article 10

Producers of phonograms shall enjoy the right to authorise or prohibit the direct or indirect reproduction of their phonograms.

Article 11

If, as a condition of protecting the rights of producers of phonograms, or of performers, or both, in relation to phonograms, a Contracting State, under its domestic law, requires compliance with formalities, these shall be considered as fulfilled if all the copies in commerce of the published phonogram or their containers bear a notice consisting of the symbol P , accompanied by the year date of the first publication, placed in such a manner as to give reasonable notice of claim of protection; and if the copies or their containers do not identify the producer or the licensee of the producer (by carrying his name, trade mark or other appropriate designation), the notice shall also include the name of the owner of the rights of the producer; and, furthermore, if the copies or their containers do not identify the principal performers, the notice shall also include the name of the person who, in the country in which the fixation was effected, owns the rights of such performers.

diffusées seront réglées selon la législation nationale de l'Etat contractant sur le territoire duquel la protection est demandée.

(3) Toutefois, la législation nationale, dans les cas visés aux alinéas (1) et (2) du présent paragraphe, ne saurait avoir pour effet de priver les artistes interprètes ou exécutants de la capacité de régler, par voie contractuelle, leurs relations avec les organismes de radiodiffusion.

Article 8

Tout Etat contractant peut, par sa législation nationale, déterminer les modalités suivant lesquelles les artistes interprètes ou exécutants seront représentés, en ce qui concerne l'exercice de leurs droits, lorsque plusieurs d'entre eux participent à une même exécution.

Article 9

Tout Etat contractant peut, par sa législation nationale, étendre la protection prévue par la présente Convention à des artistes qui n'exécutent pas des œuvres littéraires ou artistiques.

Article 10

Les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes.

Article 11

Lorsqu'un Etat contractant exige, en vertu de sa législation nationale, l'accomplissement de formalités, à titre de condition de la protection, en matière de phonogrammes, des droits soit des producteurs de phonogrammes, soit des artistes interprètes ou exécutants, soit des uns et des autres, ces exigences seront considérées comme satisfaites si tous les exemplaires dans le commerce du phonogramme publié, ou l'étui le contenant, portent une mention constituée par le symbole P accompagné de l'indication de l'année de la première publication, apposée d'une manière montrant de façon nette que la protection est réservée. De plus, si les exemplaires ou leur étui ne permettent pas d'identifier le producteur du phonogramme ou le titulaire de la licence concédée par le producteur (au moyen du nom, de la marque ou de toute autre désignation appropriée), la mention devra comprendre également le nom du titulaire des droits du producteur du phonogramme. Enfin, si les exemplaires ou leur étui ne permettent pas d'identifier les princi-

diodifundidas, se determinarán con arreglo a la legislación nacional del Estado Contratante en que se solicite la protección.

(3) Sin embargo, las legislaciones nacionales a que se hace referencia en los apartados (1) y (2) de este párrafo no podrán privar a los artistas intérpretes o ejecutantes de su facultad de regular, mediante contrato, sus relaciones con los organismos de radiodifusión.

Artículo 8

Cada uno de los Estados Contratantes podrá determinar, mediante su legislación, las modalidades según las cuales los artistas intérpretes o ejecutantes estarán representados para el ejercicio de sus derechos, cuando varios de ellos participan en una misma ejecución.

Artículo 9

Cada uno de los Estados Contratantes podrá, mediante su legislación nacional, extender la protección a artistas que no ejecuten obras literarias o artísticas.

Artículo 10

Los productores de fonogramas gozarán del derecho de autorizar o prohibir la reproducción directa o indirecta de sus fonogramas.

Artículo 11

Cuando un Estado Contratante exija, con arreglo a su legislación nacional, como condición para proteger los derechos de los productores de fonogramas, de los artistas intérpretes o ejecutantes, o de unos y otros, en relación con los fonogramas, el cumplimiento de formalidades, se considerarán éstas satisfechas si todos los ejemplares del fonograma publicado y distribuido en el comercio, o sus envolturas, llevan una indicación consistente en el símbolo P acompañado del año de la primera publicación, colocados de manera y en sitio tales que muestren claramente que existe el derecho de reclamar la protección. Cuando los ejemplares o sus envolturas no permitan identificar al productor del fonograma o a la persona autorizada por éste (es decir, su nombre, marca comercial u otra designación apropiada), deberá mencionarse también el nombre del titular de los derechos del productor del fonograma. Además, cuando los ejemplares o sus envolturas no permitan identificar a los principales intérpretes o ejecutantes, deberá indicarse el nombre del titular de los

paux interprètes ou exécutants, la mention devra comprendre également le nom de la personne qui, dans le pays où la fixation a eu lieu, détient les droits de ces artistes.

Article 12

If a phonogram published for commercial purposes, or a reproduction of such phonogram, is used directly for broadcasting or for any communication to the public, a single equitable remuneration shall be paid by the user to the performers, or to the producers of the phonograms, or to both. Domestic law may, in the absence of agreement between these parties, lay down the conditions as to the sharing of this remuneration.

Article 13

Broadcasting organisations shall enjoy the right to authorise or prohibit:

- (a) the rebroadcasting of their broadcasts;
- (b) the fixation of their broadcasts;
- (c) the reproduction:
 - (i) of fixations, made without their consent, of their broadcasts;
 - (ii) of fixations, made in accordance with the provisions of Article 15, of their broadcasts, if the reproduction is made for purpose different from those referred to in those provisions;
- (d) the communication to the public of their television broadcasts if such communication is made in places accessible to the public against payment of an entrance fee; it shall be a matter for the domestic law of the State where protection of this right is claimed to determine the conditions under which it may be exercised.

Article 14

The term of protection to be granted under this Convention shall last at least until the end of a period of twenty years computed from the end of the year in which:

- (a) the fixation was made — for phonograms and for performances incorporated therein;
- (b) the performance took place — for performances not incorporated in phonograms;
- (c) the broadcast took place — for broadcasts.

Article 12

Lorsqu'un phonogramme publié à des fins de commerce, ou une reproduction de ce phonogramme, est utilisé directement pour la radiodiffusion ou pour une communication quelconque au public, une rémunération équitable et unique sera versée par l'utilisateur aux artistes interprètes ou exécutants, ou aux producteurs de phonogrammes ou aux deux. La législation nationale peut, faute d'accord entre ces divers intéressés, déterminer les conditions de la répartition de cette rémunération.

Article 13

Les organismes de radiodiffusion jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire:

- a) la réémission de leurs émissions;
- b) la fixation sur un support matériel de leurs émissions;
- c) la reproduction:
 - (i) des fixations, faites sans leur consentement, de leurs émissions;
 - (ii) des fixations, faites en vertu des dispositions de l'article 15, de leurs émissions et reproduites à des fins autres que celles visées par lesdites dispositions;
- d) la communication au public de leurs émissions de télévision, lorsqu'elle est faite dans des lieux accessibles au public moyennant paiement d'un droit d'entrée; il appartient à la législation nationale du pays où la protection de ce droit est demandée de déterminer les conditions d'exercice dudit droit.

Article 14

La durée de la protection à accorder en vertu de la présente Convention ne pourra pas être inférieure à une période de vingt années à compter de:

- a) la fin de l'année de la fixation, pour les phonogrammes et les exécutions fixées sur ceux-ci;
- b) la fin de l'année où l'exécution a eu lieu, pour les exécutions qui ne sont pas fixées sur phonogrammes;
- c) la fin de l'année où l'émission a eu lieu, pour les émissions de radiodiffusion.

derechos de dichos artistas en el país en que se haga la fijación.

Artículo 12

Quando un fonograma publicado con fines comerciales o una reproducción de ese fonograma se utilicen directamente para la radiodifusión o para cualquier otra forma de comunicación al público, el utilizador abonará una remuneración equitativa y única a los artistas intérpretes o ejecutantes, o a los productores de fonogramas, o a unos y otros. La legislación nacional podrá, a falta de acuerdo entre ellos, determinar las condiciones en que se efectuará la distribución de esa remuneración.

Artículo 13

Los organismos de radiodifusión gozarán del derecho de autorizar o prohibir:

- a) la retransmisión de sus emisiones;
- b) la fijación sobre una base material de sus emisiones;
- c) la reproducción:
 - (i) de las fijaciones de sus emisiones hechas sin su consentimiento;
 - (ii) de las fijaciones de sus emisiones, realizadas con arreglo a lo establecido en el artículo 15, si la reproducción se hace con fines distintos a los previstos en dicho artículo;
- d) la comunicación al público de sus emisiones de televisión cuando éstas se efectúen en lugares accesibles al público mediante el pago de un derecho de entrada. Corresponderá a la legislación nacional del país donde se solicite la protección de este derecho determinar las condiciones del ejercicio del mismo.

Artículo 14

La duración de la protección concedida en virtud de la presente Convención no podrá ser inferior a veinte años, contados a partir:

- a) del final del año de la fijación, en lo que se refiere a los fonogramas y a las interpretaciones o ejecuciones grabadas en ellos;
- b) del final del año en que se haya realizado la actuación, en lo que se refiere a las interpretaciones o ejecuciones que no estén grabadas en un fonograma;
- c) del final del año en que se haya realizado la emisión, en lo que se refiere a las emisiones de radiodifusión.

Article 15

1. Any Contracting State may, in its domestic laws and regulations, provide for exceptions to the protection guaranteed by this Convention as regards:

(a) private use;

(b) use of short excerpts in connexion with the reporting of current events;

(c) ephemeral fixation by a broadcasting organisation by means of its own facilities and for its own broadcasts;

(d) use solely for the purposes of teaching or scientific research.

2. Irrespective of paragraph 1 of this Article, any Contracting State may, in its domestic laws and regulations, provide for the same kinds of limitations with regard to the protection of performers, producers of phonograms and broadcasting organisations, as it provides for, in its domestic laws and regulations, in connexion with the protection of copyright in literary and artistic works. However, compulsory licences may be provided for only to the extent to which they are compatible with this Convention.

Article 16

1. Any State, upon becoming party to this Convention, shall be bound by all the obligations and shall enjoy all the benefits thereof. However, a State may at any time, in a notification deposited with the Secretary-General of the United Nations, declare that:

(a) as regards Article 12:

(i) it will not apply the provisions of that Article;

(ii) it will not apply the provisions of that Article in respect of certain uses:

(iii) as regards phonograms the producer of which is not a national of another Contracting State, it will not apply that Article;

(iv) as regards phonograms the producer of which is national of another Contracting State, it will limit the protection provided for by that Article to the extent to which, and to the term for which, the latter State grants protection to phonograms first fixed by

Article 15

1. Tout Etat contractant a la faculté de prévoir dans sa législation nationale des exceptions à la protection garantie par la présente Convention dans les cas suivants:

a) lorsqu'il s'agit d'une utilisation privée;

b) lorsqu'il y a utilisation de courts fragments à l'occasion du compte rendu d'un événement d'actualité;

c) lorsqu'il y a fixation éphémère par un organisme de radiodiffusion par ses propres moyens et pour ses propres émissions;

d) lorsqu'il y a utilisation uniquement à des fins d'enseignement ou de recherche scientifique.

2. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, tout Etat contractant a la faculté de prévoir dans sa législation nationale, en ce qui concerne la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, des limitations de même nature que celles qui sont prévues dans cette législation en ce qui concerne la protection du droit d'auteur sur les œuvres littéraires et artistiques. Toutefois, des licences obligatoires ne peuvent être instituées que dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions de la présente Convention.

Article 16

1. En devenant partie à la présente Convention, tout Etat accepte toutes les obligations et est admis à tous les avantages qu'elle prévoit. Toutefois, un Etat pourra à tout moment spécifier, dans une notification déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies:

a) en ce qui concerne l'article 12:

(i) qu'il n'appliquera aucune des dispositions de cet article;

(ii) qu'il n'appliquera pas les dispositions de cet article en ce qui concerne certaines utilisations;

(iii) qu'il n'appliquera pas les dispositions de cet article en ce qui concerne les phonogrammes dont le producteur n'est pas ressortissant d'un Etat contractant;

(iv) qu'en ce qui concerne les phonogrammes dont le producteur est ressortissant d'un autre Etat contractant, il limitera l'étendue et la durée de la protection prévue à cet article, à celles de la protection que ce dernier Etat contractant accorde aux phono-

Artículo 15

1. Cada uno de los Estados Contratantes podrá establecer en su legislación excepciones a la protección concedida por la presente Convención en los casos siguientes:

a) cuando se trate de una utilización para uso privado;

b) cuando se hayan utilizado breves fragmentos con motivo de informaciones sobre sucesos de actualidad;

c) cuando se trate de una fijación efímera realizada por un organismo de radiodifusión por sus propios medios y para sus propias emisiones;

d) cuando se trate de una utilización con fines exclusivamente docentes o de investigación científica.

2. Sin perjuicio de lo dispuesto en el párrafo 1 de este artículo, todo Estado Contratante podrá establecer en su legislación nacional y respecto a la protección de los artistas intérpretes o ejecutantes, de los productores de fonogramas y de los organismos de radiodifusión, limitaciones de la misma naturaleza que las establecidas en tal legislación nacional con respecto a la protección del derecho de autor sobre las obras literarias y artísticas. Sin embargo, no podrán establecerse licencias o autorizaciones obligatorias sino en la medida en que sean compatibles con las disposiciones de la presente Convención.

Artículo 16

1. Una vez que un Estado llegue a ser Parte en la presente Convención, aceptará todas las obligaciones y disfrutará de todas las ventajas previstas en la misma. Sin embargo, un Estado podrá indicar en cualquier momento, depositando en poder del Secretario General de las Naciones Unidas una notificación a este efecto:

a) en relación con el artículo 12,

(i) que no aplicará ninguna disposición de dicho artículo;

(ii) que no aplicará las disposiciones de dicho artículo con respecto a determinadas utilidades;

(iii) que no aplicará las disposiciones de dicho artículo con respecto a los fonogramas cuyo productor no sea nacional de un Estado Contratante;

(iv) que, con respecto a los fonogramas cuyo productor sea nacional de otro Estado Contratante, limitará la amplitud y la duración de la protección prevista en dicho artículo en la medida en que lo haga ese Estado Contratante con respecto a los fonogramas fijados por pri-

a national of the State making the declaration; however, the fact that the Contracting State of which the producer is a national does not grant the protection to the same beneficiary or beneficiaries as the State making the declaration shall not be considered as a difference in the extent of the protection;

(b) as regards Article 13, it will not apply item (d) of that Article; if a Contracting State makes such a declaration, the other Contracting States shall not be obliged to grant the right referred to in Article 13, item (d), to broadcasting organisations whose headquarters are in that State.

2. If the notification referred to in paragraph 1 of this Article is made after the date of the deposit of the instrument of ratification, acceptance or accession, the declaration will become effective six months after it has been deposited.

Article 17

Any State which, on October 26, 1961, grants protection to producers of phonograms solely on the basis of the criterion of fixation may, by a notification deposited with the Secretary-General of the United Nations at the time of ratification, acceptance or accession, declare that it will apply, for the purposes of Article 5, the criterion of fixation alone and, for the purposes of paragraph 1 (a) (iii) and (iv) of Article 16, the criterion of fixation instead of the criterion of nationality.

Article 18

Any State which has deposited a notification under paragraph 3 of Article 5, paragraph 2 of Article 6, paragraph 1 of Article 16 or Article 17, may, by a further notification deposited with the Secretary-General of the United Nations, reduce its scope or withdraw it.

Article 19

Notwithstanding anything in this Convention, once a performer has consented to the incorporation of his performance in a visual or audio-visual fixation, Article 7 shall have no further application.

grammes fixés pour la première fois par le ressortissant de l'Etat auteur de la déclaration; toutefois, lorsque l'Etat contractant dont le producteur est un ressortissant n'accorde pas la protection au même bénéficiaire ou aux mêmes bénéficiaires que l'Etat contractant auteur de la déclaration, ce fait ne sera pas considéré comme constituant une différence quant à l'étendue de la protection;

b) en ce qui concerne l'article 13, qu'il n'appliquera pas les dispositions de l'alinéa d) de cet article; si un Etat contractant fait une telle déclaration, les autres Etats contractants ne seront pas tenus d'accorder le droit prévu à l'alinéa d) de l'article 13 aux organismes de radiodiffusion ayant leur siège social sur le territoire de cet Etat.

2. Si la notification visée au paragraphe 1 du présent article est déposée à une date postérieure à celle du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, elle ne prendra effet que six mois après son dépôt.

Article 17

Tout Etat dont la législation nationale, en vigueur au 26 octobre 1961, accorde aux producteurs de phonogrammes une protection établie en fonction du seul critère de la fixation pourra, par une notification déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en même temps que son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, déclarer qu'il n'appliquera que ce critère de la fixation aux fins de l'article 5, et ce même critère de la fixation au lieu du critère de la nationalité du producteur aux fins du paragraphe 1, alinéa a), (iii) et (iv), de l'article 16.

Article 18

Tout Etat qui a fait l'une des déclarations prévues à l'article 5, paragraphe 3, à l'article 6, paragraphe 2, à l'article 16, paragraphe 1 ou à l'article 17 peut, par une nouvelle notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en réduire la portée ou la retirer.

Article 19

Nonobstant toutes autres dispositions de la présente Convention, l'article 7 cessera d'être applicable dès qu'un artiste interprète ou exécutant aura donné son consentement à l'inclusion de son exécution dans une fixation d'images ou d'images et de sons.

mera vez por un nacional del Estado que haga la declaración; sin embargo, cuando el Estado Contratante del que sea nacional el productor no conceda la protección al mismo o a los mismos beneficiarios que el Estado Contratante que haga la declaración, no se considerará esta circunstancia como una diferencia en la amplitud con que se concede la protección;

b) en relación con el artículo 13, que no aplicará la disposición del apartado d) de dicho artículo. Si un Estado Contratante hace esa declaración, los demás Estados Contratantes no estarán obligados a conceder el derecho previsto en el apartado d) del artículo 13 a los organismos de radiodifusión cuya sede se halle en aquel Estado.

2. Si la notificación a que se refiere el párrafo 1 de este artículo se depositare en una fecha posterior a la del depósito del instrumento de ratificación, de aceptación o de adhesión, sólo surtirá efecto a los seis meses de la fecha de depósito.

Artículo 17

Todo Estado cuya legislación nacional en vigor el 26 de octubre de 1961 conceda protección a los productores de fonogramas basándose únicamente en el criterio de la fijación, podrá declarar, depositando una notificación en poder del Secretario General de las Naciones Unidas al mismo tiempo que el instrumento de ratificación, de aceptación o de adhesión, que sólo aplicará, con respecto al artículo 5, el criterio de la fijación, y con respecto al párrafo 1, apartado a), (iii) y (iv) del artículo 16, ese mismo criterio en lugar del criterio de la nacionalidad del productor.

Artículo 18

Todo Estado que haya hecho una de las declaraciones previstas en los artículos 5, párrafo 3, 6, párrafo 2, 16, párrafo 1, o 17 podrá, mediante una nueva notificación dirigida al Secretario General de las Naciones Unidas, limitar su alcance o retirarla.

Artículo 19

No obstante cualesquiera otras disposiciones de la presente Convención, una vez que un artista intérprete o ejecutante haya consentido en que se incorpore su actuación en una fijación visual o audio-visual, dejará de ser aplicable el artículo 7.

Article 20

1. This Convention shall not prejudice rights acquired in any Contracting State before the date of coming into force of this Convention for that State.

2. No Contracting State shall be bound to apply the provisions of this Convention to performances or broadcasts which took place, or to phonograms which were fixed, before the date of coming into force of this Convention for that State.

Article 21

The protection provided for in this Convention shall not prejudice any protection otherwise secured to performers, producers of phonograms and broadcasting organisations.

Article 22

Contracting States reserve the right to enter into special agreements among themselves in so far as such agreements grant to performers, producers of phonograms or broadcasting organisations more extensive rights than those granted by this Convention or contain other provisions not contrary to this Convention.

Article 23

This Convention shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations. It shall be open until June 30, 1962, for signature by any State invited to the Diplomatic Conference on the International Protection of Performers, Producers of Phonograms and Broadcasting Organisations which is a party to the Universal Copyright Convention or a member of the International Union for the Protection of Literary and Artistic Works.

Article 24

1. This Convention shall be subject to ratification or acceptance by the signatory States.

2. This Convention shall be open for accession by any State invited to the Conference referred to in Article 23, and by any State Member of the United Nations, provided that in either case such State is a party to the Universal Copyright Convention or a member of the International Union for the Protection of Literary and Artistic Works.

Article 20

1. La présente Convention ne porte pas atteinte aux droits acquis dans l'un quelconque des Etats contractants antérieurement à la date de l'entrée en vigueur pour cet Etat de la Convention.

2. Aucun Etat contractant ne sera tenu d'appliquer les dispositions de la présente Convention à des exécutions, ou à des émissions de radiodiffusion ayant eu lieu, ou à des phonogrammes enregistrés, antérieurement à la date de l'entrée en vigueur pour cet Etat de la Convention.

Article 21

La protection prévue par la présente Convention ne saurait porter atteinte à celle dont pourraient bénéficier autrement les artistes interprètes ou exécutants, les producteurs de phonogrammes et les organismes de radiodiffusion.

Article 22

Les Etats contractants se réservent le droit de prendre entre eux des arrangements particuliers, en tant que ces arrangements confèreraient aux artistes interprètes ou exécutants, aux producteurs de phonogrammes ou aux organismes de radiodiffusion des droits plus étendus que ceux accordés par la présente Convention ou qu'ils renfermeraient d'autres dispositions non contraires à celle-ci.

Article 23

La présente Convention sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Elle est ouverte, jusqu'à la date du 30 juin 1962, à la signature des Etats invités à la Conférence diplomatique sur la protection internationale des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, qui sont parties à la Convention universelle sur le droit d'auteur ou membres de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

Article 24

1. La présente Convention sera soumise à la ratification ou à l'acceptation des Etats signataires.

2. La présente Convention sera ouverte à l'adhésion des Etats invités à la Conférence désignée à l'article 23, ainsi qu'à l'adhésion de tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies, à condition que l'Etat adhérent soit partie à la Convention universelle sur le droit d'auteur ou membre de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

Artículo 20

1. La presente Convención no entrará menoscabo de los derechos adquiridos en cualquier Estado Contratante con anterioridad a la fecha de entrada en vigor de la Convención en ese Estado.

2. Un Estado Contratante no estará obligado a aplicar las disposiciones de la presente Convención a interpretaciones, ejecuciones o emisiones de radiodifusión realizadas, ni a fonogramas grabados con anterioridad a la entrada en vigor de la Convención en ese Estado.

Artículo 21

La protección otorgada por esta Convención no podrá entrañar menoscabo de cualquier otra forma de protección de que disfruten los artistas intérpretes o ejecutantes, los productores de fonogramas y los organismos de radiodifusión.

Artículo 22

Los Estados Contratantes se reservan el derecho de concertar entre sí acuerdos especiales, siempre que tales acuerdos confieran a los artistas intérpretes o ejecutantes, a los productores de fonogramas y a los organismos de radiodifusión derechos más amplios que los reconocidos por la presente Convención o comprendan otras estipulaciones que no sean contrarias a la misma.

Artículo 23

La presente Convención será depositada en poder del Secretario General de las Naciones Unidas. Estará abierta hasta el 30 de junio de 1962 a la firma de los Estados invitados a la Conferencia Diplomática sobre la Protección Internacional de los Artistas Intérpretes o Ejecutantes, los Productores de Fonogramas y los Organismos de Radiodifusión, que sean Partes en la Convención Universal sobre Derecho de Autor o Miembros de la Unión Internacional para la Protección de las Obras Literarias y Artísticas.

Artículo 24

1. La presente Convención será sometida a la ratificación o a la aceptación de los Estados firmantes.

2. La presente Convención estará abierta a la adhesión de los Estados invitados a la Conferencia señalada en el artículo 23, así como a la de cualquier otro Estado Miembro de las Naciones Unidas, siempre que ese Estado sea Parte en la Convención Universal sobre Derecho de Autor o Miembro de la Unión Internacional para la Protección de las Obras Literarias y Artísticas.

3. Ratification, acceptance or accession shall be effected by the deposit of an instrument to that effect with the Secretary-General of the United Nations.

Article 25

1. This Convention shall come into force three months after the date of deposit of the sixth instrument of ratification, acceptance or accession.

2. Subsequently, this Convention shall come into force in respect of each State three months after the date of deposit of its instrument of ratification, acceptance or accession.

Article 26

1. Each Contracting State undertakes to adopt, in accordance with its Constitution, the measures necessary to ensure the application of this Convention.

2. At the time of deposit of its instrument of ratification, acceptance or accession, each State must be in a position under its domestic law to give effect to the terms of this Convention.

Article 27

1. Any State may, at the time of ratification, acceptance or accession, or at any time thereafter, declare by notification addressed to the Secretary-General of the United Nations that this Convention shall extend to all or any of the territories for whose international relations it is responsible, provided that the Universal Copyright Convention or the International Convention for the Protection of Literary and Artistic Works applies to the territory or territories concerned. This notification shall take effect three months after the date of its receipt.

2. The notifications referred to in paragraph 3 of Article 5, paragraph 2 of Article 6, paragraph 1 of Article 16 and Articles 17 and 18, may be extended to cover all or any of the territories referred to in paragraph 1 of this Article.

Article 28

1. Any Contracting State may denounce this Convention, on its own behalf, or on behalf of all or any of the territories referred to in Article 27.

3. La ratification, l'acceptation ou l'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 25

1. La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du sixième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

2. Par la suite, la Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat, trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

Article 26

1. Tout Etat contractant s'engage à prendre, conformément aux dispositions de sa constitution, les mesures nécessaires pour assurer l'application de la présente Convention.

2. Au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, tout Etat doit être en mesure, conformément à sa législation nationale, d'appliquer les dispositions de la présente Convention.

Article 27

1. Tout Etat pourra, au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'adhésion, ou à tout moment ultérieur, déclarer par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, que la présente Convention s'étendra à l'ensemble ou à l'un quelconque des territoires dont il assure les relations internationales, à condition que la Convention universelle sur le droit d'auteur ou la Convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques soit applicable aux territoires dont il s'agit. Cette notification prendra effet trois mois après la date de sa réception.

2. Les déclarations et notifications visées à l'article 5, paragraphe 3, à l'article 6, paragraphe 2, à l'article 16, paragraphe 1, à l'article 17 ou à l'article 18, peuvent être étendues à l'ensemble ou à l'un quelconque des territoires visés au paragraphe qui précède.

Article 28

1. Tout Etat contractant aura la faculté de dénoncer la présente Convention, soit en son nom propre, soit au nom de l'un quelconque ou de l'ensemble des territoires visés à l'article 27.

3. La ratificación, la aceptación o la adhesión se hará mediante un instrumento que será entregado, para su depósito, al Secretario General de las Naciones Unidas.

Artículo 25

1. La presente Convención entrará en vigor tres meses después de la fecha del depósito del sexto instrumento de ratificación, de aceptación o de adhesión.

2. Ulteriormente, la Convención entrará en vigor, para cada Estado, tres meses después de la fecha del depósito de su instrumento de ratificación, de aceptación o de adhesión.

Artículo 26

1. Todo Estado Contratante se compromete a tomar, de conformidad con sus disposiciones constitucionales, las medidas necesarias para garantizar la aplicación de la presente Convención.

2. En el momento de depositar su instrumento de ratificación, de aceptación o de adhesión, todo Estado debe hallarse en condiciones de aplicar, de conformidad con su legislación nacional, las disposiciones de la presente Convención.

Artículo 27

1. Todo Estado podrá, en el momento de la ratificación, de la aceptación o de la adhesión, o en cualquier momento ulterior, declarar, mediante notificación dirigida al Secretario General de las Naciones Unidas, que la presente Convención se extenderá al conjunto o a uno cualquiera de los territorios de cuyas relaciones internacionales sea responsable, a condición de que la Convención Universal sobre Derecho de Autor o la Convención Internacional para la Protección de las Obras Literarias y Artísticas sean aplicables a los territorios de que se trate. Esta notificación surtirá efecto tres meses después de la fecha en que se hubiere recibido.

2. Las declaraciones y notificaciones a que se hace referencia en los artículos 5, párrafo 3, 6, párrafo 2, 16, párrafo 1, 17 o 18 podrán ser extendidas al conjunto o a uno cualquiera de los territorios a que se alude en el párrafo precedente.

Artículo 28

1. Todo Estado Contratante tendrá la facultad de denunciar la presente Convención ya sea en su propio nombre, ya sea en nombre de uno cualquiera o del conjunto de los territorios señalados en el artículo 27.

2. The denunciation shall be effected by a notification addressed to the Secretary-General of the United Nations and shall take effect twelve months after the date of receipt of the notification.

3. The right of denunciation shall not be exercised by a Contracting State before the expiry of a period of five years from the date on which the Convention came into force with respect to that State.

4. A Contracting State shall cease to be a party to this Convention from that time when it is neither a party to the Universal Copyright Convention nor a member of the International Union for the Protection of Literary and Artistic Works.

5. This Convention shall cease to apply to any territory referred to in Article 27 from that time when neither the Universal Copyright Convention nor the International Convention for the Protection of Literary and Artistic Works applies to that territory.

Article 29

1. After this Convention has been in force for five years, any Contracting State may, by notification addressed to the Secretary-General of the United Nations, request that a conference be convened for the purpose of revising the Convention. The Secretary-General shall notify all Contracting States of this request. If, within a period of six months following the date of notification by the Secretary-General of the United Nations, not less than one half of the Contracting States notify him of their concurrence with the request, the Secretary-General shall inform the Director-General of the International Labour Office, the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and the Director of the Bureau of the International Union for the Protection of Literary and Artistic Works, who shall convene a revision conference in co-operation with the Intergovernmental Committee provided for in Article 32.

2. The adoption of any revision of this Convention shall require an affirmative vote by two-thirds of the States attending the revision conference, provided that this majority includes two-thirds of the States which, at the time of the revision conference, are parties to the Convention.

2. La dénonciation sera faite par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et prendra effet douze mois après la date à laquelle la notification aura été reçue.

3. La faculté de dénonciation prévue au présent article ne pourra être exercée par un Etat contractant avant l'expiration d'une période de cinq ans à compter de la date à partir de laquelle la Convention est entrée en vigueur à l'égard dudit Etat.

4. Tout Etat contractant cesse d'être partie à la présente Convention dès le moment où il ne serait plus ni partie à la Convention universelle sur le droit d'auteur ni membre de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

5. La présente Convention cesse d'être applicable à tout territoire visé à l'article 27, dès le moment où ni la Convention universelle sur le droit d'auteur ni la Convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques ne s'appliqueraient plus à ce territoire.

Article 29

1. Après que la présente Convention aura été en vigueur pendant cinq ans, tout Etat contractant pourra, par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, demander la convocation d'une conférence à l'effet de réviser la Convention. Le Secrétaire général notifiera cette demande à tous les Etats contractants. Si, dans un délai de six mois à dater de la notification adressée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, la moitié au moins des Etats contractants lui signifient leur assentiment à cette demande, le Secrétaire général en informera le Directeur général du Bureau international du Travail, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Directeur du Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, qui convoqueront une conférence de révision en collaboration avec le Comité intergouvernemental prévu à l'article 32.

2. Toute révision de la présente Convention devra être adoptée à la majorité des deux tiers des Etats présents à la Conférence de révision à condition que cette majorité comprenne les deux tiers des Etats qui, à la date de la Conférence de révision, sont parties à la Convention.

2. La denuncia se efectuará mediante comunicación dirigida al Secretario General de las Naciones Unidas y surtirá efecto doce meses después de la fecha en que se reciba la notificación.

3. La facultad de denuncia prevista en el presente artículo no podrá ejercerse por un Estado Contratante antes de la expiración de un período de cinco años a partir de la fecha en que la Convención haya entrado en vigor con respecto a dicho Estado.

4. Todo Estado Contratante dejará de ser Parte en la presente Convención desde el momento en que no sea Parte en la Convención Universal sobre Derecho de Autor ni Miembro de la Unión Internacional para la Protección de las Obras Literarias y Artísticas.

5. La presente Convención dejará de ser aplicable a los territorios señalados en el artículo 27 desde el momento en que también dejen de ser aplicables a dichos territorios la Convención Universal sobre Derecho de Autor y la Convención Internacional para la Protección de las Obras Literarias y Artísticas.

Artículo 29

1. Una vez que la presente Convención haya estado en vigor durante un período de cinco años, todo Estado Contratante podrá, mediante notificación dirigida al Secretario General de las Naciones Unidas, pedir la convocatoria de una conferencia con el fin de revisar la Convención. El Secretario General notificará esa petición a todos los Estados Contratantes. Si en el plazo de seis meses después de que el Secretario General de las Naciones Unidas hubiese enviado la notificación, la mitad por lo menos de los Estados Contratantes le dan a conocer su asentimiento a dicha petición, el Secretario General informará de ello al Director General de la Oficina Internacional del Trabajo, al Director General de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura y al Director de la Oficina de la Unión Internacional para la Protección de las Obras Literarias y Artísticas, quienes convocarán una conferencia de revisión en colaboración con el Comité Intergubernamental previsto en el artículo 32.

2. Para aprobar un texto revisado de la presente Convención será necesaria la mayoría de dos tercios de los Estados que asistan a la conferencia convocada para revisar la Convención; en esa mayoría deberán figurar los dos tercios de los Estados que al celebrarse dicha conferencia sean Partes en la Convención.

3. In the event of adoption of a Convention revising this Convention in whole or in part, and unless the revising Convention provides otherwise:

(a) this Convention shall cease to be open to ratification, acceptance or accession as from the date of entry into force of the revising Convention;

(b) this Convention shall remain in force as regards relations between or with Contracting States which have not become parties to the revising Convention.

Article 30

Any dispute which may arise between two or more Contracting States concerning the interpretation or application of this Convention and which is not settled by negotiation shall, at the request of any one of the parties to the dispute, be referred to the International Court of Justice for decision, unless they agree to another mode of settlement.

Article 31

Without prejudice to the provisions of paragraph 3 of Article 5, paragraph 2 of Article 6, paragraph 1 of Article 16 and Article 17, no reservation may be made to this Convention.

Article 32

1. An Intergovernmental Committee is hereby established with the following duties:

(a) to study questions concerning the application and operation of this Convention; and

(b) to collect proposals and to prepare documentation for possible revision of this Convention.

2. The Committee shall consist of representatives of the Contracting States, chosen with due regard to equitable geographical distribution. The number of members shall be six if there are twelve Contracting States or less, nine if there are thirteen to eighteen Contracting States and twelve if there are more than eighteen Contracting States.

3. The Committee shall be constituted twelve months after the Convention comes into force by an election organised among the Contracting States, each of which shall have one vote, by the Director-General of the International Labour Office, the Director-General of the United Nations Educational, Scienti-

3. Au cas où une nouvelle Convention portant révision totale ou partielle de la présente Convention serait adoptée, et à moins que la nouvelle Convention ne dispose autrement:

a) la présente Convention cessera d'être ouverte à la ratification, à l'acceptation ou à l'adhésion à partir de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle Convention portant révision;

b) la présente Convention demeurera en vigueur en ce qui concerne les rapports avec les États contractants qui ne deviendront pas parties à la nouvelle Convention.

Article 30

Tout différend entre deux ou plusieurs États contractants concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, qui ne sera pas réglé par voie de négociation, sera, à la requête de l'une des parties au différend, porté devant la Cour internationale de Justice pour qu'il soit statué par celle-ci, à moins que les États en cause ne conviennent d'un autre mode de règlement.

Article 31

Sans préjudice des dispositions de l'article 5, paragraphe 3, de l'article 6, paragraphe 2, de l'article 16, paragraphe 1, et de l'article 17, aucune réserve n'est admise à la présente Convention.

Article 32

1. Il est institué un Comité intergouvernemental ayant pour mission:

a) d'examiner les questions relatives à l'application et au fonctionnement de la présente Convention;

b) de réunir les propositions et de préparer la documentation concernant d'éventuelles révisions de la Convention.

2. Le Comité se composera de représentants des États contractants, choisis en tenant compte d'une répartition géographique équitable. Le nombre des membres du Comité sera de six si celui des États contractants est inférieur ou égal à douze, de neuf si le nombre des États contractants est de treize à dix-huit, et de douze si le nombre des États contractants dépasse dix-huit.

3. Le Comité sera constitué douze mois après l'entrée en vigueur de la Convention, à la suite d'un scrutin organisé entre les États contractants — lesquels disposeront chacun d'une voix — par le Directeur général du Bureau international du Travail, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour

3. En el caso de que se apruebe una nueva Convención que implique una revisión total o parcial de la presente, y a menos que la nueva Convención contenga disposiciones en contrario:

a) la presente Convención dejará de estar abierta a la ratificación, a la aceptación o a la adhesión a partir de la fecha en que la Convención revisada hubiere entrado en vigor;

b) la presente Convención continuará en vigor con respecto a los Estados Contratantes que no sean partes en la Convención revisada.

Artículo 30

Toda controversia entre dos o más Estados Contratantes sobre la interpretación o aplicación de la presente Convención que no fuese resuelta por vía de negociación será sometida, a petición de una de las partes en la controversia, a la Corte Internacional de Justicia con el fin de que ésta resuelva, a menos que los Estados de que se trate convengan otro modo de solución.

Artículo 31

Salvo lo dispuesto en los artículos 5, párrafo 3, 6, párrafo 2, 16, párrafo 1, y 17, no se admitirá ninguna reserva respecto de la presente Convención.

Artículo 32

1. Se establecerá un Comité Intergubernamental encargado de:

a) examinar las cuestiones relativas a la aplicación y al funcionamiento de la presente Convención, y

b) reunir las propuestas y preparar la documentación para posibles revisiones de la Convención.

2. El Comité estará compuesto de representantes de los Estados Contratantes, elegidos teniendo en cuenta una distribución geográfica equitativa. Constará de seis miembros si el número de Estados Contratantes es inferior o igual a doce, de nueve si ese número es mayor de doce y menor de diecinueve, y de doce si hay más de dieciocho Estados Contratantes.

3. El Comité se constituirá a los doce meses de la entrada en vigor de la Convención, previa elección entre los Estados Contratantes, en la que cada uno de éstos tendrá un voto, y que será organizada por el Director General de la Oficina Internacional del Trabajo, el Director General de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la

fic and Cultural Organization and the Director of the Bureau of the International Union for the Protection of Literary and Artistic Works, in accordance with rules previously approved by a majority of all Contracting States.

4. The Committee shall elect its Chairman and officers. It shall establish its own rules of procedure. These rules shall in particular provide for the future operation of the Committee and for a method of selecting its members for the future in such a way as to ensure rotation among the various Contracting States.

5. Officials of the International Labour Office, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and the Bureau of the International Union for the Protection of Literary and Artistic Works, designated by the Directors-General and the Director thereof, shall constitute the Secretariat of the Committee.

6. Meetings of the Committee, which shall be convened whenever a majority of its members deems it necessary, shall be held successively at the headquarters of the International Labour Office, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and the Bureau of the International Union for the Protection of Literary and Artistic Works.

7. Expenses of members of the Committee shall be borne by their respective Governments.

Article 33

1. The present Convention is drawn up in English, French and Spanish, the three texts being equally authentic.

2. In addition, official texts of the present Convention shall be drawn up in German, Italian and Portuguese.

Article 34

1. The Secretary-General of the United Nations shall notify the States invited to the Conference referred to in Article 23 and every State Member of the United Nations, as well as the Director-General of the International Labour Office, the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and the Director of the Bureau of the International Union for the Protection of Literary and Artistic Works:

l'éducation, la science et la culture, et le Directeur du Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, conformément à des règles qui auront été approuvées au préalable par la majorité absolue des Etats contractants.

4. Le Comité élira son président et son bureau. Il établira un règlement intérieur portant en particulier sur son fonctionnement futur et sur son mode de renouvellement; ce règlement devra notamment assurer un roulement entre les divers Etats contractants.

5. Le secrétariat du Comité sera composé de fonctionnaires du Bureau international du Travail, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et du Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques désignés respectivement par les Directeurs généraux et le Directeur des trois institutions intéressées.

6. Les réunions du Comité, qui sera convoqué chaque fois que la majorité de ses membres le jugera utile, se tiendront successivement aux sièges respectifs du Bureau international du Travail, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et du Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

7. Les frais des membres du Comité seront à la charge de leurs gouvernements respectifs.

Article 33

1. La présente Convention est établie en français, en anglais et en espagnol, ces trois textes faisant également foi.

2. Il sera, d'autre part, établi des textes officiels de la présente Convention en allemand, en italien et en portugais.

Article 34

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera les Etats invités à la Conférence désignée à l'article 23 et tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que le Directeur général du Bureau international du Travail, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et le Directeur du Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques:

Ciencia y la Cultura y el Director de la Oficina de la Unión Internacional para la Protección de las Obras Literarias y Artísticas, con arreglo a normas que hayan sido aprobadas previamente por la mayoría absoluta de los Estados Contratantes.

4. El Comité elegirá su Presidente y su Mesa. Establecerá su propio reglamento, que contendrá, en especial, disposiciones respecto a su funcionamiento futuro y a su forma de renovación. Este reglamento deberá asegurar el respecto del principio de la rotación entre los diversos Estados Contratantes.

5. Constituirán la Secretaría del Comité los funcionarios de la Oficina Internacional del Trabajo, de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura y de la Oficina de la Unión Internacional para la Protección de las Obras Literarias y Artísticas designados, respectivamente, por los Directores Generales y por el Director de las tres organizaciones interesadas.

6. Las reuniones del Comité, que se convocarán siempre que lo juzgue necesario la mayoría de sus miembros, se celebrarán sucesivamente en las sedes de la Oficina Internacional del Trabajo, de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura y de la Oficina de la Unión Internacional para la Protección de las Obras Literarias y Artísticas.

7. Los gastos de los miembros del Comité correrán a cargo de sus respectivos Gobiernos.

Artículo 33

1. Las versiones española, francesa e inglesa del texto de la presente Convención serán igualmente auténticas.

2. Se establecerán además textos oficiales de la presente Convención en alemán, italiano y portugués.

Artículo 34

1. El Secretario General de las Naciones Unidas informará a los Estados invitados a la Conferencia señalada en el artículo 23 y a todos los Estados Miembros de las Naciones Unidas, así como al Director General de la Oficina Internacional del Trabajo, al Director General de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura y al Director de la Oficina de la Unión Internacional para la Protección de las Obras Literarias y Artísticas:

(a) of the deposit of each instrument of ratification, acceptance or accession;

(b) of the date of entry into force of the Convention;

(c) of all notifications, declarations or communications provided for in this Convention;

(d) if any of the situations referred to in paragraphs 4 and 5 of Article 28 arise.

2. The Secretary-General of the United Nations shall also notify the Director-General of the International Labour Office, the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and the Director of the Bureau of the International Union for the Protection of Literary and Artistic Works of the requests communicated to him in accordance with Article 29, as well as of any communication received from the Contracting States concerning the revision of the Convention.

In faith whereof, the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

DONE at Rome, this twenty-sixth day of October 1961, in a single copy in the English, French and Spanish languages. Certified true copies shall be delivered by the Secretary-General of the United Nations to all the States invited to the Conference referred to in Article 23 and to every State Member of the United Nations, as well as to the Director-General of the International Labour Office, the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and the Director of the Bureau of the International Union for the Protection of Literary and Artistic Works.

Final Act

The Conference convened jointly by the International Labour Organisation, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and the International Union for the Protection of Literary and Artistic Works,

With a view to adopting an international Convention for the Protection of Performers, Producers of Phonograms and Broadcasting Organisations.

Was held at Rome on the invitation of the Government of Italy from 10 to

a) du dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;

b) de la date d'entrée en vigueur de la Convention;

c) des notifications, déclarations et toutes autres communications prévues à la présente Convention;

d) de tout cas où se produirait l'une des situations envisagées aux paragraphes 4 et 5 de l'article 28.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera également le Directeur général du Bureau international du Travail, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Directeur du Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques des demandes qui lui seront notifiées, aux termes de l'article 29, ainsi que de toute communication reçue des Etats contractants au sujet de la révision de la présente Convention.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Rome, le 26 octobre 1961, en un seul exemplaire en français, en anglais et en espagnol. Des copies certifiées conformes seront remises par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à tous les Etats invités à la Conférence désignée à l'article 23 et à tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'au Directeur général du Bureau international du Travail, au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et au Directeur du Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

Acte final

La Conférence convoquée conjointement par l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques,

En vue d'adopter une Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion,

S'est tenue à Rome sur l'invitation du gouvernement de l'Italie du 10 au

a) del depósito de todo instrumento de ratificación, de aceptación o de adhesión;

b) de la fecha de entrada en vigor de la presente Convención;

c) de todas las notificaciones, declaraciones o comunicaciones previstas en la presente Convención; y

d) de todos los casos en que se produzca alguna de las situaciones previstas en los párrafos 4 y 5 del artículo 28.

2. El Secretario General de las Naciones Unidas informará asimismo al Director General de la Oficina Internacional del Trabajo, al Director General de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura y al Director de la Oficina de la Unión Internacional para la Protección de las Obras Literarias y Artísticas de las peticiones que se le notifiquen de conformidad con el artículo 29, así como de toda comunicación que reciba de los Estados Contratantes con respecto a la revisión de la presente Convención.

En fe de lo cual, los que suscriben, debidamente autorizados al efecto, firman la presente Convención.

HECHO en Roma el 26 de octubre de 1961, en un solo ejemplar en español, en francés y en inglés. El Secretario General de las Naciones Unidas remitirá copias certificadas conformes a todos los Estados invitados a la Conferencia indicada en el artículo 23 y a todos los Estados Miembros de las Naciones Unidas, así como al Director General de la Oficina Internacional del Trabajo, al Director General de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura y al Director de la Oficina de la Unión Internacional para la Protección de las Obras Literarias y Artísticas.

Acta final

La Conferencia convocada conjuntamente por la Organización Internacional del Trabajo, la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura, y la Unión Internacional para la Protección de las Obras Literarias y Artísticas,

A fin de aprobar una Convención Internacional sobre la Protección de los Artistas Intérpretes o Ejecutantes, los Productores de Fonogramas y los Organismos de Radiodifusión,

Se ha celebrado en Roma, por invitación del Gobierno de Italia, del 10 al 26

26 October 1961 under the Chairmanship of H. E. Mr. Giuseppe Talamo Atenolfi (Italy),

And held discussions on the basis of the Records of the Committee of Experts on the International Protection of Performers, Producers of Phonograms and Broadcasting Organisations, which met at The Hague from 9 to 20 May 1960, and of Draft Final Clauses submitted jointly by the Secretariats of the three Organisations convening the Conference.

The Conference drew up the text of the International Convention for the Protection of Performers, Producers of Phonograms and Broadcasting Organisations.

In faith whereof the undersigned, delegates of the States invited to the Conference, have signed this Final Act.

DONE at Rome, this twenty-sixth day of October 1961, in the French, English and Spanish languages, the original to be deposited in the archives of the United Nations.

26 octobre 1961, sous la présidence de S. E. M. Giuseppe Talamo Atenolfi (Italie),

Et a délibéré sur la base des Actes du Comité d'experts sur la protection internationale des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion qui s'est réuni à La Haye du 9 au 20 mai 1960, et d'un projet de clauses formelles soumis conjointement par les secrétariats des trois organisations ayant convoqué la Conférence.

La Conférence a arrêté le texte de la Convention internationale concernant la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion.

En foi de quoi les soussignés, délégués des Etats invités à la Conférence, ont signé le présent Acte final.

FAIT à Rome le 26 octobre 1961, en langues française, anglaise et espagnole, l'original devant être déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies.

de octubre de 1961, bajo la presidencia del Excmo. Sr. Giuseppe Talamo Atenolfi (Italia),

Y ha deliberado tomando como base de discusión las Actas del Comité de Expertos sobre la Protección Internacional de los Artistas Intérpretes o Ejecutantes, los Productores de Fonogramas y los Organismos de Radiodifusión, que se reunió en La Haya del 9 al 20 de mayo de 1960, y de un Proyecto de Cláusulas Finales presentado conjuntamente por las Secretarías de las tres Organizaciones que convocaron la Conferencia.

La Conferencia ha formulado el texto de la Convención Internacional sobre la Protección de los Artistas Intérpretes o Ejecutantes, los Productores de Fonogramas y los Organismos de Radiodifusión.

En fe de lo cual, los que suscriben, representantes de los Estados invitados a la Conferencia, firman la presente Acta Final.

HECHO en Roma, el 26 de octubre de 1961, en español, francés e inglés. El texto original deberá depositarse en los archivos de las Naciones Unidas.

Jurisprudence

ALLEMAGNE (République fédérale)

Utilisation d'une œuvre protégée en vue de la création d'une œuvre nouvelle. Création d'une œuvre originale lorsque l'action de l'œuvre nouvelle est fondamentalement différente de celle de l'œuvre première.

(Cour fédérale de justice, 18 mars 1960)

1. Un spectacle de patinage artistique qui utilise une partie de la musique d'une opérette constitue une œuvre originale si l'action est fondamentalement différente de celle de l'opérette.

2. Tel est le cas lorsque l'action de l'œuvre première ne saurait être reconnue des spectateurs, et que les compositions musicales exécutées ou les mélodies chantées ne servent qu'à l'accompagnement musical du spectacle présenté, tant que celui-ci demeure fondamentalement différent de l'opérette.

Nouvelles diverses

DANEMARK

Par lettre J/19.170, du 31 octobre 1961, le Secrétaire général du Conseil de l'Europe a porté à la connaissance de nos Bureaux la ratification par le Danemark de l'Arrangement européen pour la protection des émissions de télévision, ouvert à la signature le 22 juin 1960¹⁾.

Depuis lors, le Représentant permanent du Danemark auprès du Conseil de l'Europe lui a fait parvenir la lettre ci-après, qui contient

les réserves que le Gouvernement danois formule avant l'entrée en vigueur dudit Arrangement pour le Danemark, le 27 novembre 1961.

La présente notification est faite conformément à l'article 11, alinéa a) de l'Arrangement.

Copenhague, le 3 novembre 1961.

Monsieur le Secrétaire général,

Le 26 octobre 1961, j'ai déposé entre vos mains l'instrument de ratification de l'Arrangement européen pour la protection des émissions de télévision.

Le Gouvernement du Danemark croit devoir formuler certaines réserves à l'occasion de la ratification dudit Arrangement, avant qu'il n'entre en vigueur un mois après la date du dépôt.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous informer que la ratification du Danemark est soumise aux réserves suivantes, prévues aux alinéas b), c) et f) du paragraphe (1) de l'article 3, et faites conformément aux dispositions de l'article 10 dudit Arrangement:

- 1° Le Gouvernement du Danemark exclut la protection prévue au chiffre 1, lettre c), de l'article 1^{er} dudit Arrangement, lorsque la communication au public n'est pas faite contre paiement au sens de la loi interne danoise;
- 2° Le Gouvernement du Danemark exclut la protection prévue au chiffre 1, lettre d), de l'article 1^{er} dudit Arrangement, lorsqu'il y a fixation ou reproduction de cette fixation pour un usage privé ou dans le seul hut d'enseignement;
- 3° Le Gouvernement du Danemark limite l'application dudit Arrangement aux organismes de radiodiffusion qui, constitués sur le territoire d'une Partie à l'Arrangement en conformité de la loi de celle-ci, effectuent des émissions sur le territoire de cette Partie.

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir porter les réserves ci-dessus à la connaissance des autres Parties à l'Arrangement.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

V. U. HAMMERSHAIMB
Représentant permanent

¹⁾ Voir *Le Droit d'auteur*, 1961, p. 339.